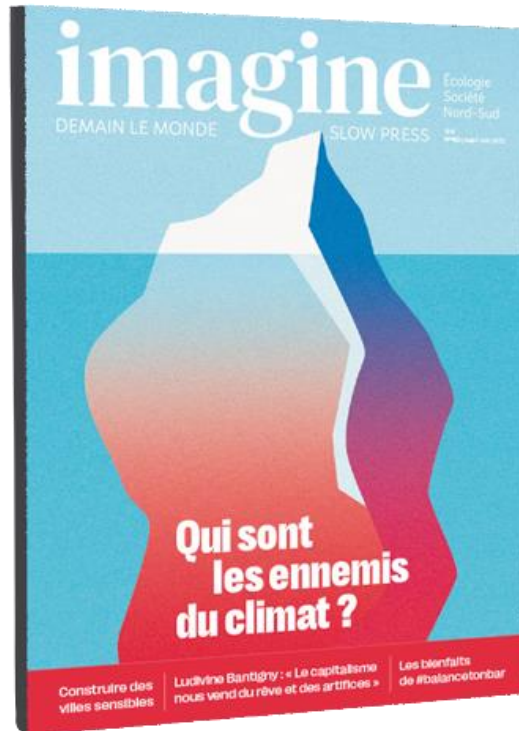


<https://www.imagine-magazine.com/numero-en-cours/>



n°152 / septembre-octobre 2022

Un magazine indépendant et alternatif

Dans ce numéro, la rédaction met en lumière les conservatismes à l'œuvre dans l'inaction climatique en Belgique, raconte l'évolution du monde de la nuit un an après le mouvement #Balancetonbar, questionne la relocalisation des mines en Europe, parle du combat des personnes électrosensibles pour la sobriété électromagnétique, part à la rencontre d'un éleveur d'iceberg, explore la numérisation de l'agriculture, s'attarde sur notre rapport à la ville et aux émotions que l'urbanisme pourrait susciter... Bonne lecture !

Le voyage terrestre d'Imagine

Parcourir les territoires



[Sur le volcan](#)

[Le sixième continent](#)

[Zones fertiles](#)

[Terra Incognita](#)

[Les confluent](#)

[Au large](#)

Sur le volcan

[*Au fig.* Ce qui est vif, ardent, bouillonnant]

Le combat des électrosensibles contre les ondes. D'ici 2025, le gouvernement fédéral souhaite éradiquer toutes les zones blanches. Les personnes électrohypersensibles y décèlent une atteinte à leur droit à un environnement sain, eux qui ne supportent pas la pollution générée par les ondes. Un petit groupe s'est constitué pour mieux faire connaître leur vécu, leurs symptômes... et sensibiliser à « l'hygiène électromagnétique ».

La déferlante #Balancetonbar. Comment le monde de la nuit évolue-t-il, un an après le début du mouvement #balancetonbar, qui dénonce les violences sexuelles et sexistes en milieu festif ? *Imagine* a sondé les acteurs et actrices du monde de la nuit et les collectifs qui militent pour réinventer notre culture de la fête.

Nous y sommes. Dans sa chronique « Contre-courants », **Corinne Morel-Darleux** nous parle de l'été brûlant, du jet de Bernard Arnault, du glacier de la Marmolada dans les Alpes italiennes et de la fable de la grenouille.

Madeleine Diouf Sarr : « Le Nord doit comprendre l'urgence que vit le Sud ». A l'approche de la COP27, où la question des pertes et des préjudices liés au dérèglement climatique seront au cœur des négociations, *Imagine* a interviewé la présidente du groupe des « pays les moins avancés » sur la crise, c'est-à-dire les plus vulnérables face à celle-ci. Qui nous rappelle l'importance de la justice climatique et de la solidarité internationale.

[dans ce numéro](#)

Entre les pages

slide 8 to 10 of 6

slide 4 to 5 of 20



Les confluents

[P. analogie, Point de rencontre de deux ou plusieurs voies]

- transmission - bien-être - soins -

L'historienne Ludvine Bantigny, spécialiste des mouvements sociaux et des engagements politiques, explore les liens entre le capitalisme « mensuragé » et la destruction de l'humain. Une réflexion percutante qui réinterroge notre modèle néolibéral et puise dans l'histoire des modèles inspirants de transformation collective.

Ludvine Bantigny

« Le capitalisme nous vend du rêve et des artifices »

une naturalisation et une banalisation de ce mot qui me déplaît. J'ai donc repris l'image qu'en a fait l'écrivain martiniquais Aimé Césaire dans son Discours sur le colonialisme (1950) qui parlait d'ensauvagement du continent et comparait l'Europe coloniale à un vampire qui suce le sang, les terres et la dignité. Il retrouvait le stigmate du « bon sauvage » en l'appliquant à la colonisation et à la prédation. J'ai également voulu aussi le relier aux différents mouvements sociaux qui ont émergé ces dernières années en France de soulèvement populaire des Gilets jaunes, les black blocs... réduits dans l'espace public à la seule violence de leurs actes. Mais où se trouve la véritable violence sociale, idéologique, économique ? Qui sont les dominants et les exploités ? En parlant d'ensauvagement, je mets le doigt sur la violence structurelle et globale que nous inflige le capitalisme.

Un processus destructeur et évolutif qui, dès ses origines, « inscrit dans une « logique d'accumulation primitive inouïement recouverte », écrivez-vous.

— En effet. Le capitalisme est un système économique qui émerge dans le temps long, avec plusieurs phases, du 15^e siècle à nos jours. Il s'est ensauvagé et accélééré au fil des époques, mais cela ne veut pas dire pour autant qu'il était plus sûr et plus favorable à ses droits. À ce propos, je me méfie des discours qui regrettent ou cultivent une certaine nostalgie des premiers stades d'un capitalisme « pur » vers le corrompu et l'industriel, sous prétexte que ses formes nouvelles — la financiarisation du monde, la mondialisation... — seraient autrement plus destructrices. Il est bon de rappeler que ce sont l'esclavagisme, la colonisation, le saucage des ressources naturelles et des êtres humains, qui ont accompagné, dès ses débuts, le processus d'accumulation de capital et la volonté de conquérir sans cesse des territoires et des marchés. Avec des conditions de travail et d'exploitation de la main-d'œuvre ultra-violentes et monstrueuses, tant dans les territoires coloniaux que dans les métropoles.



Au large

[Acte. Dans un espace étendu, profondément]

Portfolio

Les

De toutes les tailles, de toutes les couleurs, de tous les horizons, les oiseaux fascinent, émeuvent ou effrayent. Du 8 septembre au 17 décembre,

le centre d'art et de photographie Hangar (Bruxelles) accueille l'exposition collective *Les oiseaux*, avec treize photographes originaires de dix pays et le lancement du 13^e livre de la collection de l'Abelard EXB, consacré au travail de Roger Ballen.

Chaque photographie propose un regard singulier sur les oiseaux croisés dans leur quotidien, à l'occasion de voyages ou de projets artistiques. Imaginez-vous lire une petite sélection de ce monde volé.

oiseaux

- amabilité - arts - esthétique -





Sur le volcan

[Au fig. Ce qui est vif, ardent, bouillonnant]

Les ondes sont invisibles, incolorées, inodores mais pas pour autant inodorés. Certainement pas pour les personnes électrosensibles, qui ne supportent pas la pollution électromagnétique. Alors que les zones blanches devraient être éradiquées en Wallonie d'ici 2025, un petit groupe est bien décidé à se battre pour elles. Un combat « en mode avion » qui passe par la prévention, la sensibilisation et la démythification de cette pathologie discréditée.

- luttes - critique sociale - résistances -

Le combat des électrosensibles contre les ondes



« Les ondes de 50 ans qui me font mal me prennent en plein cœur », raconte-t-elle. Un épisode de leur histoire. Au premier plan, une électrosensible, en train d'expliquer à 50 de la population, ne s'agit pas d'être une victime. Le plan est d'arriver à des solutions concrètes et à proposer des alternatives. C'est pour ça qu'il faut se battre. »

« **P**lan 17, grille 1 » David Steinmetz enclenche sa caméra. Kristien Poiret lève sa perche sonore. « Action ! », s'exclame-t-elle. Michaël Maréchal donne le « clap », Valérie-Anne Hagg pointe sur elle-même, un accousticien mesurant les ondes à hautes fréquences dans chaque maison. « Ah là, c'est mieux ! Regarde, c'est un bruit rose ! », ricane-t-elle, en approchant les deux appareils vers la caméra et le regard du futur spectateur. Le jeu manque de spontanéité, l'équipe trébuche : « Ouh là sifflet ! ». Quelques conseils de Kristien, actrice, et six prises plus tard, c'est la bonne. Place à la

deuxième scène, où Michaël parle du téléphone DECT pour Digital Enhanced Cordless Telecommunications, soit le téléphone fixe sans fil qui « pourrait être la pire chose qu'il y ait chez soi ». Entrecroisé de deux axes, le montage de l'épisode 3 de la web série *Ma vie et moi* arrive entre dans le vif du sujet : les maux de tête liés à l'exposition aux ondes électromagnétiques, à commencer par celles émises par ce fameux téléphone. L'électrosensibilité (ES) des quatre co-réalisateurs les oblige à prendre des précautions d'usage. Tous les téléphones sont éteints ou en mode avion, le Bluetooth de notre appareil photo est coupé, le stabilisateur d'un des smartphones utilisés pour filmer est éteint d'un

tout anti-ondes. « J'ai enlevé son astre mais la pure Bluetooth est encore. Le fait que ce genre d'appareils soient plus qu'en train de connecter pose tout de même question. Et si demain c'était pareil pour tous les frigos ? Ou non les appareils dans nos maisons ? La société prend-elle soin de tout ça ? Pour nous, c'est dur d'arriver à ça, c'est dur d'arriver à faire avec l'utilisation de la technologie. » Mais si on veut toucher le public, on va pas le choisir. « Tout à commencé il y a environ un an et demi, après un certain reportage sur l'électrosensibilité teinté de stéréotypes, de pathos et de misérabilisme. » On ne se recevait pas dans la manière dont nous produisions



Zones fertiles

[Pmfiron. Abondantes en récoltes]

Imaginez vous proposer une série consacrée à l'extraction minière dans le monde. Choisissez étape en Europe.

- observations - alternatives - solutions -

La course aux minerais / Épisode [2]

Alors que l'actualité nous fait prendre conscience de notre dangereuse dépendance au gaz russe, une autre faiblesse européenne se révèle de plus en plus prégnante et cruciale : notre consommation de minerais venus d'ailleurs.

Relocaliser les mines en Europe ?

Nous sommes en 2007. Berlinograd, la plus ancienne station balnéaire de la Baltique, accueille cette année là le tremble-tessière sonnet du G8, et derrière le mur de deux kilomètres construit pour protéger les gouvernements des potentiels manifestants, les dirigeants allemands font part d'une inquiétude : les industriels germaniques, et particulièrement ceux du puissant secteur automobile, craignent pour leurs approvisionnements en métaux et autres minerais. Ces derniers sont de plus en plus utilisés, ce qui se voit en nombre ou en volume, au fil des

évolutions technologiques. Or l'Europe n'est pas exactement à la pointe de la production, c'est un dépendant, et est dangereusement dépendante des importations. « Le porteur allemand souligne deux types de contraintes, raconte l'essayiste Raf Ostert, spécialiste de l'industrie extractive : géographique, notamment en Chine, et industrielle, certains minerais étant extraits parfois à 80 % par une seule entreprise. » Apparemment, la seule chose dont l'Europe se préoccupe c'est le prix, se souvient le chercheur indépendant Pierre Christmann, enseignant à l'École Polytechnique fédérale, ancien membre du Groupe international d'étude des ressources (le GIRC des matières premières), et dont les alertes lorsqu'il était expert à la Commission fin des années 1990 ne furent pas entendues. Les pays producteurs et consommateurs étant désormais connectés par des navires rapides capables de transporter à bon compte des centaines de milliers de tonnes de minerais. « Les efforts politiques se concentrent sur la libre circulation des biens et des services, l'organisation de la liberté des marchés. Les États européens ne sont égarés des considérations stratégiques et nous avons pris l'habitude de consommer des minerais comme des fruits. » Des minerais extraits dans leur très grande majorité bien loin des terres européennes. Les préoccupations allemandes poussent alors l'Union européenne à établir une liste de matériaux dit « critiques » - à la fois indispensables et dont l'approvisionnement s'avère potentiellement problématique. Constat : seuls 5 % des besoins dans les vingt matériaux identifiés à l'époque (ils sont trente aujourd'hui), le fer s'abandonnant à chaque résidu, sont produits dans l'Union. L'industrie Minières premières est donc lancée, comportant trois volets : sécuriser l'approvisionnement à l'international (par le biais d'accords bilatéraux notamment avec les pays africains - lire aussi notre premier volet dans *Imaginez* n° 15), développer l'économie circulaire et le recyclage (dans y compris dans un prochain épisode), et améliorer l'accès aux ressources européennes. « L'idée que nous avons eue est non seulement de faire », évalue Pierre Christmann. Ce sont généralement des raisons économiques, politiques, sociales, qui sont les causes de la faible activité d'extraction des métaux. « Pour qu'un élément soit économiquement viable, calcule le géologue Johan Van, professeur à l'Université de Namur, maître de conférences à l'UCL, il faut une bonne teneur en minerais, des tonnages disponibles importants,



Krist Lind, opératrice de la mine de fer polonoise en Silesie. Une des plus modernes au monde. 1000 m sous terre, il contrôle sa machine en réalité à distance, depuis un bureau et au moyen d'un joystick.



Le 6^e continent

[Usual. Partie étendue du monde]

Une enquête de Sarah Freres, Christophe Schoune et Hugues Dorzière

Il y a un an, la Belgique était sous eau. C'est été, elle vivait la pire sécheresse de siècle.

Tous les experts climatiques sont au rouge et il ne manque ni de données scientifiques documentant la catastrophe en cours et à venir, ni d'objectifs annoncés - le fameux Green Deal européen, notamment, qui vise la neutralité carbone à l'horizon 2050. Et pourtant, les réformes entreprises sont trop lentes, trop floues, trop peu « lisibles ». Qu'est-ce qui bloque concrètement ? Quels sont ces conservatismes à l'œuvre ? Pourquoi, à l'échelle belge, ne parvenons-t-on probablement pas à atteindre le cap 100 (-47 % d'émissions de CO₂ d'ici 2030) ? (Imagine à titre d'exemple comment plusieurs semaines agréés de dizaines de parties prenantes (ministères, présidents de partis, dirigeants d'entreprises, experts, syndicalistes, activités...) et sans racorde poignée et comment ça coïncide à tous les étages de la maison Belge.

1. Une démocratie grippée et bricolée

« C'est qui bloque le plus en Belgique, c'est qu'on a systématiquement une gouvernance décalée. Le climat était une compétence partagée entre le fédéral et les entités fédérées, c'est la fameuse dévolution. Et ce n'est pas nécessairement le fait de la N-VA, comme on l'a vu souvent - on est fâché parce que le succès ambivalent pour tout bloquer », déplore Nicolas Van Nuffel, président de la Coalition climat, qui regroupe une trentaine d'organisations. Cette gouvernance climatique ressemble à une gigantesque usine à gaz. Avec trois Régions (Bruxelles, Flandre, Wallonie), quatre ministères du Climat (un par Région et une au fédéral), et autant de cabinets, des conseils d'avis régionaux et fédéraux... « Le problème, ce n'est pas tant le nombre de ministères. C'est le fait qu'on n'a rien eu de fluide, constate Rebecca Thissen, juriste et chargée de la campagne climat au CNEC. Il n'y a pas de hiérarchie des normes et pas d'arbitrage ».

Il existe bien une Commission nationale climat où siègent les cabinets et les administrations, mais elle est peu effective. « Les réunions de décision sont complètement floues et opaques. Il n'y a aucun compte rendu, ça se passe à huis clos, lors du Parlement et des citoyens. On ne sait donc pas qui décide ni à quel moment des comptes. Des groupes de travail sans statut légal se réunissent qu'il y ait ou non des réunions, sans aucun à la manutention, sans réunions », dénonce une experte.

Résultat : au dernier Sommet climat de Glasgow (COP26), le Premier ministre Alexander De Croo (parti N-VA) a



Les activités pour le climat ont rebondi dans les rues de Bruxelles en octobre 2022. Des actions de climatologie civile sont également prévues.

débarqué sans le fameux accord de coopération sur le « shared sharing » - lequel détermine les efforts que doivent se répartir les différentes entités pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et un objectif en termes d'énergie renouvelable. Le précédent (2013-2020) est largement dépassé à l'époque. Il avait fallu sept ans pour le décrocher. Et le prochain (2021-2030) est dans les limbes, faute d'accord entre les parties. Certes, depuis les dernières réformes de l'Etat, les Régions possèdent des leviers importants pour réduire leur empreinte carbone, mais « chacun avance de son côté, sans stratégie concertée nationale », déplore un élu écologiste. « L'entité fédérale n'a pas permis des compromis qui lui permettent de prendre l'initiative afin que la Belgique respecte ses engagements internationaux, notamment à l'exception ou les actions d'une Région ou d'une Communauté. Sans que ça n'a jamais été utilisé », relate Jean-François, directeur du Centre de recherche et d'information socio-politiques (Crisp). Référencier ces matières - ce que personne ne semble recommander, à l'exception du PIR 7 - « le n'y opposer par les moyens, excepté l'Etat. Depuis, ministre flamande du Climat (N-VA) Si je dois conseiller Moses Kharrabi et Van de Steene (ministres fédéraux du Climat et de l'Énergie, Écolo-Groen) patronnes de la politique climatique en Flandre, cela aura des conséquences dévastatrices pour nos

habitants. « Un échange de courtoisies qui en dit long sur les relations régionales autour de la table nationale... Une ministre Kharrabi que ses détracteurs ne cessent par ailleurs de critiquer, mais qu'elle est une « responsable sans pouvoir », plus intéressée « par la cour que par la prise en main de dossiers importants qui jettent ». Qu'à cela ne tienne, à l'avenir, les coprésidents d'Ecologie prendraient les décisions pour tenter de contourner cette absence de gouvernance climatique tant décriée. Elle compte déposer une proposition visant à adapter l'article 105 de la Constitution en vue de l'adoption d'une loi spéciale interdépartementale sur le climat. « Il faudra d'abord se mettre d'accord au sein du gouvernement fédéral et puis obtenir l'aval des Régions. Je ne suis pas certaine qu'il y arrive, mais c'est un outil de pilotage et de gouvernance indispensable », explique-t-elle. « Si elle obtient la majorité requise, cette loi ne fera perdre une part d'autonomie aux entités fédérées, ce qui est inacceptable pour la Flandre, surtout pour la N-VA, sans parler de l'Etat. Le croire que ça ne passe pas », estime un autre ministre. Un signe, à l'excès, des difficultés à s'accorder dans ce dossier entre les différentes entités, surtout avec une

Climat : Les conservatismes à l'œuvre



Terra incognita

[Du latin. Territoire qui n'a pas encore été exploré par l'Homme]

La crise du Covid a fait voir combien nos villes sont devenues inhospitalières pour beaucoup d'habitants. Porter davantage attention aux sens, aux sensations et aux émotions ne favoriserait-il pas une architecture et un urbanisme plus en lien avec nos besoins de quiétude, de cohésion sociale, de connexion au monde vivant... ?

Pour des villes sensibles

« Nos cités deviennent de plus en plus sensibles parce que nous en avons épuisé la part sensuelle. » Architecte, urbaniste et paysagiste, Roselyne de Lestrange, chargée de cours à l'ULB-Bruxelles, professeure à la KULeuven et responsable de projet à Bruxelles Environnement, aime à considérer la ville comme un organisme vivant, avec sa fibre, sa flore, ses habitats humains. « La ville telle qu'elle est aujourd'hui, la ville post-capitaliste, est très froide, dure, ses habitants n'y sont pas heureux. Leur sens n'y sont pas actifs, pas en éveil, et cela provoque un sentiment de vide. »

Bénoît Stéris, tarmacé, surchauffé, bruyé, air pollué, saturé, sentiment d'insécurité, manque de points d'accrochage... Dans les nombreux endroits, les collectifs qui surgissent à l'heure où le climat s'effondre, la ville sont sensibles et réactifs. À Bruxelles notamment. « C'est une ville livable, résiliente. L'architecte Gilles Debrun, enseignant à l'ULB-Louvain. Pour percevoir son environnement par ses sens, il faut pousser le faire, et pour cela être dans un lieu ouvert. On nous sent ici sans cesse protégés, agacés, notamment par la présence trop importante de la voiture. Avec toute une série de conséquences quant à l'atmosphère, au sensibilité, mais aussi par rapport au climat de la ville. Comment façonner une ville qui donne envie d'y vivre ? »

La ville s'est construite en opposition à la campagne : la civilisation, le fonctionnement d'un côté, le sauvage, la nature de l'autre. Au point de rendre l'espace urbain inhabitable ? La crise du Covid a mis en lumière la difficulté pour beaucoup d'y vivre spécialement, éliminant le besoin et le manque d'espace de respiration, de nature, de lien avec le vivant, de calme. Les conséquences du changement



Bruxelles, une ville dure, sensée loi et la ne redonne de la place aux sens et à la végétation, notamment dans le parc Léopold (Dorothea Mink)

climatique, de plus en plus tangibles, ajoutent à ces deux mandats caractéristiques. Entraînant chez certains décideurs et prescripteurs, qu'ils soient politiques ou professionnels, une relative prise de conscience, et la prise en compte d'autres critères que les mètres carrés à rentabiliser ou les flux routiers.

La réforme en cours du règlement régional d'urbanisme bruxellois (RRU), baptisée Good Living, en porte par exemple le marque. « L'attention se bien être des habitants y est plus présente, constate Benoît Morin, architecte urbaniste, associé du bureau M&K, professeur à la Cambre-Bruxelles (ULB) et membre de la commission d'experts qui a conseillé le gouvernement régional. Apparaissant la préoccupation était centrée sur le taille des pièces d'une habitation, avec un minimum défini de mètres carrés, regardant la qualité plutôt de qualité de l'espace et du relationnel entre les pièces ; une cuisine avec de la lumière naturelle, des appartements traversants

[comportant des vues sur au moins deux côtés], des espaces communs intérieurs naturellement... Décoration, vues, typologies et répartition des différents logements... L'attention aux sensations éprouvées chez soi peut avoir aussi un impact sur le vivre ensemble. » C'est le cas des directives pour nos maisons pas conscientes, explique Emma Vlietinck, docteure en neurosciences cognitives, co-Rédactrice de l'ouvrage [S]city qui associe expertises urbaines et comportementales. Avec une vue sur de la végétation améliore notre confort acoustique. On ne sait pas vraiment pourquoi, mais c'est un constat. « Dans un immeuble, disposer de lieux partagés qualitatifs, dans lesquels les habitants peuvent se croiser agréablement, peut changer la perception des lieux, de ses voisins. Le bruit de l'appartement d'à côté n'est pas vécu comme une agression mais des sens qu'on supporte ou dont on peut discuter. » Nous sommes une espèce sociale, possédant la neuroscientifique, nous avons besoin de liens sociaux »